

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et
de la cohésion des territoires

Arrêté du

fixant les modalités d'application du complément de la part liée aux fonctions en application de l'article 7 du décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile

NOR : [...]

Le ministre de la transformation et de la fonction publiques, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics, et le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des transports,

Vu le décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2017 fixant les modalités d'attribution et les montants relatifs à la première part, liée aux fonctions exercées, et à la deuxième part, liée à l'expérience professionnelle, en application des articles 4 et 8 du décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2002 modifié relatif à l'organisation du temps de travail des personnels techniques de la direction générale de l'aviation civile assurant leurs missions dans les organismes de maintenance et d'exploitation, à l'exclusion de ceux assurant un service du contrôle, de ceux assurant un service de coordination dans les détachements civils de coordination et de ceux qui sont assujettis aux horaires de bureau ;

Vu l'arrêté du XX fixant l'organisation du temps de travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile assurant le service du contrôle dans les organismes de contrôle de la circulation aérienne ;

Arrêtent :

Article 1^{er}

Le complément de la part liée aux fonctions prévu à l'article 7 du décret du 26 décembre 2016 susvisé peut être attribué aux agents en fonctions dans certains sites ou services de la direction générale de l'aviation civile ou de l'école nationale de l'aviation civile.

Article 2

La compensation de flexibilité prévue à l'article 20 de l'arrêté du 19 novembre 2002 susvisé fait l'objet d'une rémunération après service fait fixée ainsi qu'il suit : 420 € par compensation de flexibilité réalisée.

Article 3

Les services de la direction générale de l'aviation civile ou de l'école nationale de l'aviation civile mettant en œuvre un stade d'organisation prévu dans l'arrêté du 19 novembre 2002 susvisé sont définis par un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

Dans les services listés par l'arrêté prévu à l'alinéa précédent, les agents et les personnels chargés de leur encadrement affectés peuvent bénéficier du complément de la part liée aux fonctions dans les conditions fixées ci-après dès la mise en œuvre du stade d'organisation :

- 100 € pour le stade de projet de service ;
- 250 € pour le stade de projet de service spécifique.

Pour les personnels d'encadrement affectés à l'échelon central de la direction des opérations de la DSNA, ces montants ne sont pas cumulables avec la majoration de la part fonction prévue au 8 de l'article 4 de l'arrêté du 26 avril 2017 susvisé.

Article 4

Les services de la direction générale de l'aviation civile ou de l'école nationale de l'aviation civile mettant en œuvre un dispositif optionnel prévu à l'annexe 2 de l'arrêté du XX susvisé sont définis par un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

Dans les services listés par l'arrêté prévu à l'alinéa précédent, les agents qui exercent la mention totale ou restreinte de l'organisme concerné, ainsi que ceux qui sont en formation et exercent une mention d'unité intermédiaire LOC, Approche ou Contrôle régional, ou ceux qui exercent les fonctions d'instructeur de la circulation aérienne, ainsi que les personnels chargés de leur encadrement, peuvent bénéficier du complément de la part liée aux fonctions dans les conditions fixées ci-après.

Option 1	Montants
Organismes listes 1 à 6	Une part fixe de 172,50 € mensuels Une part variable d'un montant annuel correspondant à 1035 € multiplié par (N-2)
CDG	Une part fixe de 189,75 € mensuels Une part variable d'un montant annuel correspondant à 1138,50 € multiplié par (N-2)

Organismes listes 7 et 8	<p>Une part fixe de 146,63 € mensuels</p> <p>Une part variable d'un montant annuel correspondant à 879,75 € multiplié par (N-2)</p>
Organismes listes 9 à 11	<p>Une part fixe de 120,75 € mensuels</p> <p>Une part variable d'un montant annuel correspondant à 724,50 € multiplié par (N-2)</p>

N tel que défini dans l'option 1 de l'arrêté du XX fixant l'organisation du temps de travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile assurant le service du contrôle dans les organismes de contrôle de la circulation aérienne.

Option 1 plus :

Une part fixe de 80 € mensuels ;

Une part variable d'un montant annuel correspondant à 1050 € multiplié par N divisé par 0,75, N tel que défini dans l'option 1 plus de l'annexe 2 de l'arrêté du XX fixant l'organisation du temps de travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile assurant le service du contrôle dans les organismes de contrôle de la circulation aérienne ;

Option 2 :

Une part variable d'un montant annuel correspondant à 300 € multiplié par M, M tel que défini dans l'option 2 de l'annexe 2 de l'arrêté du XX fixant l'organisation du temps de travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile assurant le service du contrôle dans les organismes de contrôle de la circulation aérienne ;

Option 3-1 : Une part fixe d'un montant annuel de 1800 € ;

Option 3-2 : Une part fixe d'un montant annuel de 3600 € ;

Option 4 : Une part fixe d'un montant mensuel de 150 € ;

Option 1 ENAC : Une part fixe d'un montant mensuel de 630 € ;

Option 1-Plus ENAC : Une part fixe d'un montant mensuel de 930 € ;

Option 1 bis ENAC : Une part fixe d'un montant mensuel de 150 €.

Article 5

En cas d'obtention d'une mention d'unité, de départ ou d'arrivée en cours d'année civile dans un organisme concerné par la mise en œuvre d'un dispositif optionnel, le montant annuel versé est proratisé en appliquant :

- pour l'option 1 : un ratio entre d'une part, le nombre de jours d'exercice des fonctions entre le premier et le dernier cycles densifiés de l'année civile et, d'autre part, le nombre de jours entre le premier et le dernier cycles densifiés de l'année civile ;

- pour les options 1-Plus et 2 : un ratio entre d'une part, le nombre de jours d'exercice des fonctions sur l'année civile et, d'autre part, la durée en jours de l'année civile.

L'exercice des fonctions s'entend comme l'exercice de la mention totale ou restreinte ou comme l'exercice des fonctions d'encadrement.

Article 6

La section 2, l'article 10, le II de l'article 11 et l'annexe 1 de l'arrêté du 26 décembre 2016 fixant les modalités d'application du complément de la part liée aux fonctions en application de l'article 7 du décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile sont abrogées à compter du 1er janvier 2025.

L'arrêté du 26 décembre 2016 fixant les modalités d'application du complément de la part liée aux fonctions en application de l'article 7 du décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile est abrogé à compter du 1er janvier 2026.

Article 8

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2024.

Article 9

Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des transports,

Pour le ministre et par délégation :

La sous-directrice des compétences et des ressources humaines

F. BUREAUD,

Le ministre de la transformation
et de la fonction publiques,

Pour le ministre et par délégation,

Le ministre délégué auprès du
ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics,

Pour le ministre et par délégation :